

Assurer une éducation et des soins de santé de qualité pour tous : Préparer les régions au changement démographique



À propos de l'OCDE

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles suscitent. L'OCDE aide les gouvernements à y faire face, en examinant des thèmes tels que la gouvernance d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre ainsi aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

À propos du Centre de l'OCDE pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes

Le Centre aide les acteurs locaux, régionaux et nationaux à libérer le potentiel des entrepreneurs et des petites et moyennes entreprises (PME), promouvoir des régions et des villes inclusives et durables, stimuler la création d'emplois locaux, et mettre en œuvre de bonnes politiques du tourisme.

À propos de cette brochure

Cette brochure reproduit les points saillants du rapport Assurer une éducation et des soins de santé de qualité pour tous, qui analyse les bonnes pratiques et les innovations dans l'offre d'éducation et de soins de santé des pays de l'OCDE, et identifie les points d'action politique, notamment la connectivité numérique et la gouvernance. Elle fournit également des recommandations aux gouvernements qui cherchent à concevoir des stratégies durables et équitables à long terme en matière de prestation de services. Ce rapport lance la nouvelle sous-série de travaux de l'OCDE : Préparer les régions au changement démographique.

Contact

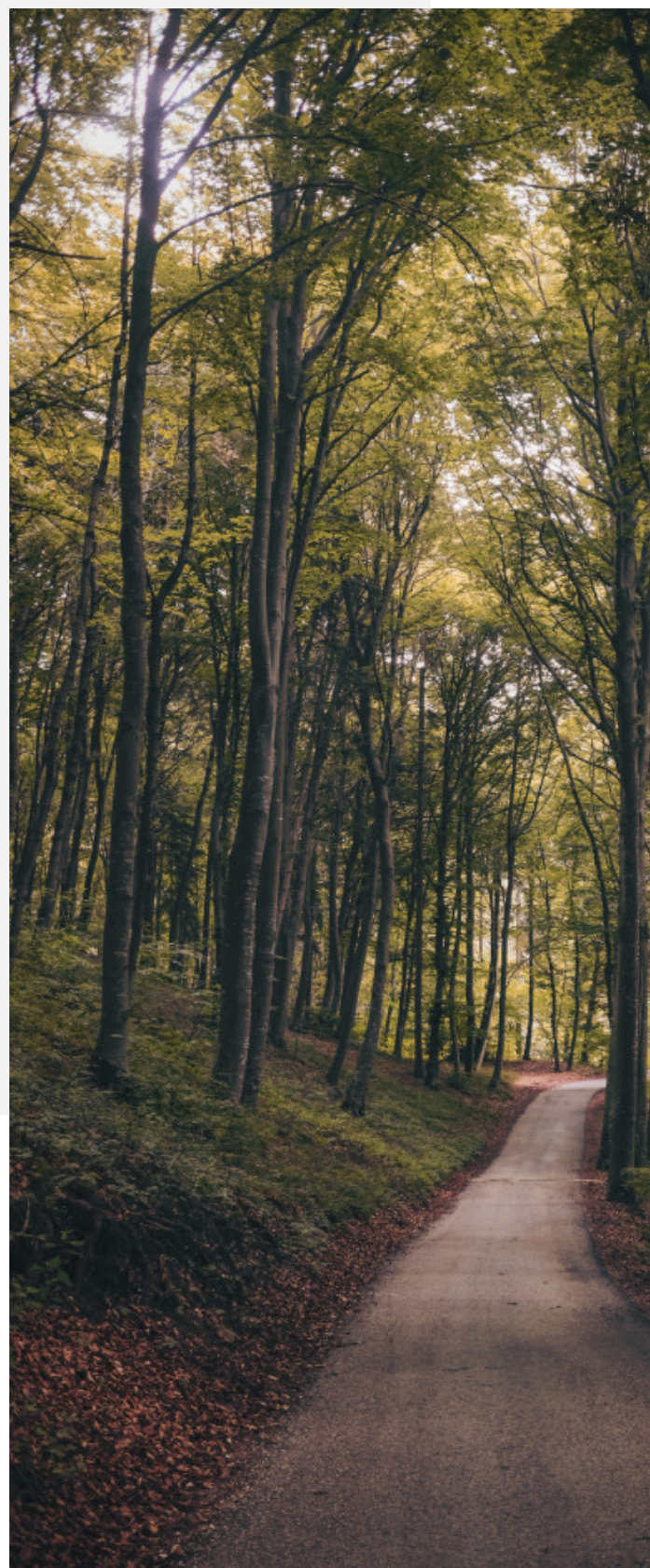
Ana MORENO MONROY | Economist, Regional Development and Multi-level Governance Division, OECD Centre for Entrepreneurship, SMEs, Regions and Cities

✉ Ana.MORENOMONROY@oecd.org

For more information, visit [the project's website](#)

©OECD 2021

This document is published under the responsibility of the Secretary-General of the OECD. The opinions expressed and arguments employed herein do not necessarily reflect the official views of OECD member countries. The document and any map included herein are without prejudice to the status of or sovereignty over any territory, to the delimitation of international frontiers and boundaries and to the name of any territory, city or area.



Contexte

La pandémie qui a frappé la planète a accentué la difficulté d'assurer les services publics dans tous les pays de l'OCDE et sur tous les territoires. Que ce soit à travers le prisme de la pénurie d'hôpitaux dotés des équipements et du personnel nécessaires pour traiter un nombre exceptionnellement élevé de personnes vulnérables, ou des difficultés rencontrées par les élèves pour accéder aux cours en ligne lors de la fermeture de leur établissement scolaire, la COVID-19 a réaffirmé l'importance de surmonter les écueils auxquels se heurtent depuis longtemps les pays de l'OCDE pour assurer les services essentiels, en particulier dans les zones rurales.

Les obstacles sont encore plus nombreux dans les régions rurales éloignées à faible densité de population. Lorsqu'un petit nombre d'habitants est réparti sur un vaste territoire, il est difficile de réaliser des économies d'échelle. Les infrastructures physiques nécessaires pour fournir des services éducatifs et de santé de qualité peuvent être plus complexes et plus onéreuses dans ces régions, ce à quoi s'ajoute la difficulté d'attirer du personnel très qualifié.

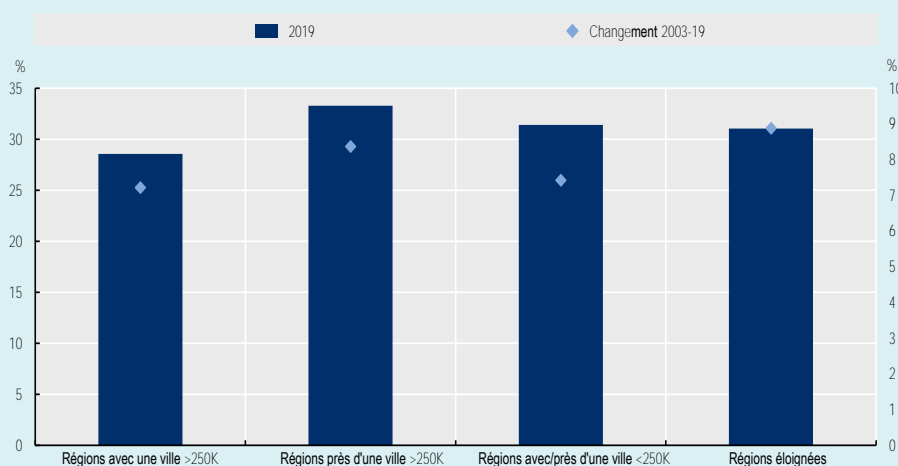
Au-delà de la crise immédiate, les pressions en faveur d'une plus grande efficacité des dépenses publiques devraient persister bien après la disparition du virus. Alors même que les dépenses publiques ont augmenté en raison des mesures

prises pour surmonter la crise et alimenter la reprise, les recettes ont chuté tant pour les administrations nationales qu'infranationales. Nous nous dirigeons sans doute vers une période d'assainissement budgétaire, d'où l'importance d'une utilisation efficace des ressources, en particulier pour les régions et les collectivités territoriales les plus touchées, comme celles qui sont fortement tributaires du tourisme.

Par ailleurs, face à une courbe du vieillissement prononcée dans bon nombre de territoires ruraux, s'accompagnant parfois d'un phénomène de dépeuplement, des politiques durables s'imposent. Les régions rurales des pays de l'OCDE subissent ces évolutions de plein fouet ; leurs populations sont plus âgées et le vieillissement démographique y est plus rapide que dans d'autres régions. Des données factuelles émanant de plusieurs pays de l'OCDE, dont les États-Unis et l'Australie, montrent que les habitants des zones rurales ont en général une moins bonne qualité de vie, et sont, par conséquent, plus souvent touchés par des maladies chroniques, d'où des services de santé sous tension. À cela s'ajoutent de faibles taux de fécondité et une baisse du nombre d'élèves qui ne permettent pas aux établissements scolaires de se maintenir à des niveaux viables dans bon nombre de zones rurales.

Ratio de dépendance des personnes âgées par type de région TL3

2003-2019



La proportion de personnes âgées par rapport à la population active est plus élevée et a augmenté plus rapidement au cours de la dernière décennie dans les régions rurales que dans les régions métropolitaines de l'OCDE

Source: OECD (2020), Rural Well-being: Geography of Opportunities

L'accumulation des obstacles que sont l'éloignement, l'évolution démographique et la rigueur budgétaire appelle des réponses politiques efficaces à l'appui de la prestation de services dans les zones rurales. Afin de préserver la qualité des services dans les régions rurales et de combler les fractures mises en exergue par la pandémie, les pouvoirs publics doivent élaborer des réponses innovantes adaptées aux particularités de ces territoires et aux défis de long terme auxquels ils doivent faire face. Ces réponses doivent permettre de dégager des économies

Les zones rurales doivent assurer la prestation de services publics tout en faisant face à des mégatendances multiples et complexes, notamment l'évolution démographique, la transition numérique, les changements structurels et, plus récemment, la pandémie de la COVID-19

d'échelle et de gamme, notamment des effets de synergie entre des sphères administratives et décisionnelles distinctes, et les différents niveaux d'administration.

Si bon nombre de pays disposent déjà de stratégies à long terme en matière de services éducatifs et de santé, ce rapport livre un examen de la spécificité de la prestation de ces services dans les régions rurales, ainsi que des recommandations visant à mieux adapter l'offre de services à la réalité du monde rural d'aujourd'hui et aux réalités qui se dessinent pour demain. Cet examen se complète d'une analyse des enjeux de la couverture numérique des régions rurales, en partant du constat que les services numériques pourraient atténuer les problèmes liés à l'éloignement. Enfin, le rapport aborde la question de la gouvernance, y compris budgétaire, aspect central de la gestion et du financement de ces services essentiels.



Offrir une éducation de qualité dans les communautés rurales

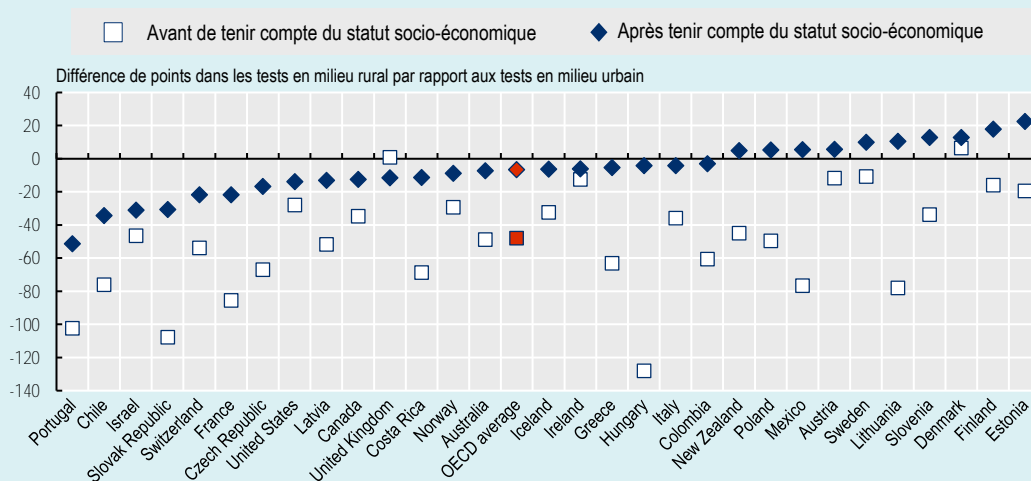
Dans les régions rurales, la qualité et l'accessibilité des services éducatifs sont essentielles pour remédier aux pénuries de compétences au niveau local, à court et long termes. À court terme, des établissements scolaires de qualité représentent un facteur d'attractivité pour un territoire, de nature à convaincre et retenir de jeunes ménages avec enfants, ainsi que des prestataires de services, et à substituer la « circulation des cerveaux » à la « fuite des cerveaux ». À plus long terme, une éducation de qualité prépare les enfants d'aujourd'hui aux possibilités de demain, et la formation continue aide les travailleurs des secteurs sinistrés à se reconvertir vers les emplois disponibles dans les régions rurales.

Même si l'égalité d'accès à l'éducation est inscrite dans les textes législatifs et dans la Constitution de plusieurs pays de l'OCDE, des problèmes d'échelle peuvent constituer un obstacle dans les zones rurales. Les établissements scolaires ruraux sont confrontés, ou le seront prochainement, à une

baisse du nombre d'élèves qui entraîne une diminution de la taille des classes et des écoles. Si les classes à petits effectifs présentent des avantages, comme un meilleur encadrement de chaque élève, bon nombre de ces établissements sont éloignés de la communauté éducative globale et fonctionnent en sous-capacité. Les établissements de petite taille offrent souvent un parcours pédagogique plus restreint aux élèves, avec, par exemple, un moindre choix de disciplines dans le second degré et moins d'enseignants spécialisés. Cette offre éducative limitée explique en partie le fait que les élèves des zones rurales sont moins susceptibles de poursuivre leurs études, et ont des perspectives professionnelles plus limitées.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les étudiants des zones rurales ont tendance à commencer leur parcours éducatif en étant désavantagés car ils sont, en moyenne, issus de familles dont le statut socio-économique est inférieur à celui de leurs camarades des écoles urbaines

L'écart rural/urbain dans les performances en lecture des élèves de l'enseignement secondaire

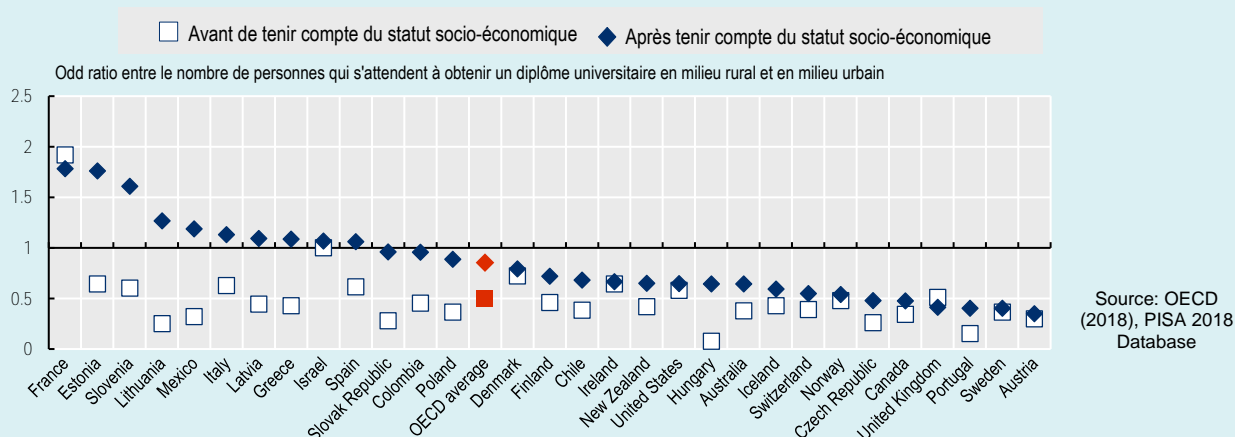


Source: OECD (2018), PISA 2018 Database

En moyenne, les élèves des écoles urbaines des pays de l'OCDE ont obtenu 48 points de plus en lecture que leurs camarades des écoles rurales, selon les données de l'enquête PISA 2018 - plus que l'équivalent d'une année de scolarité



L'écart rural-urbain dans les attentes en matière d'éducation

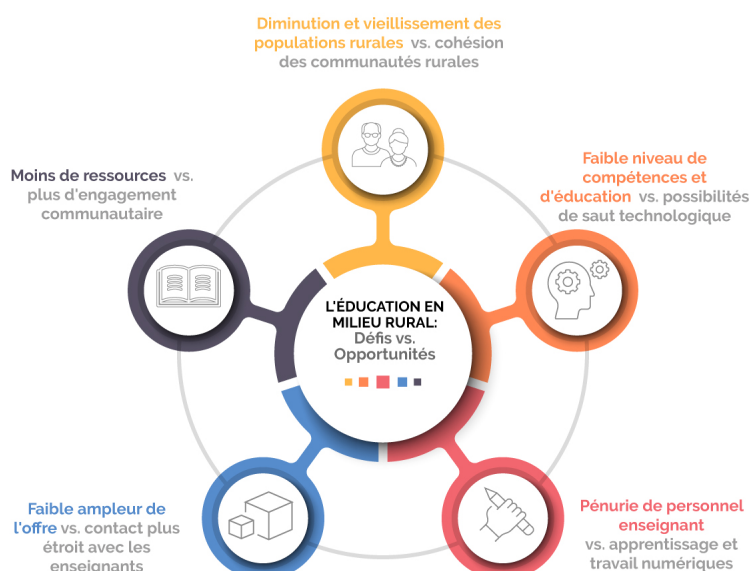


Selon une enquête menée par PISA 2018 auprès d'élèves de 15 ans, en moyenne dans les pays de l'OCDE, les élèves des écoles rurales ont deux fois moins de chances d'obtenir un diplôme universitaire que ceux des écoles urbaines

Les chefs d'établissement et les enseignants des petits établissements ruraux doivent souvent endosser plusieurs rôles. Les chefs d'établissement des écoles rurales doivent bien souvent assurer un temps d'enseignement en plus de leurs responsabilités de direction et les enseignants sont, quant à eux, souvent face à des classes multiniveaux. Outre le fait de devoir assumer ces multiples tâches, ils peuvent souffrir d'un isolement pédagogique et professionnel susceptible de peser sur la qualité de l'enseignement, la formation professionnelle et la satisfaction des équipes.

Même si les établissements scolaires ruraux pâtissent de ressources insuffisantes, ils bénéficient généralement d'une forte mobilisation de la population locale. Les études montrent que les écoles rurales bénéficient d'une plus large participation des des parents aux activités

extrascolaires, bénévoles et caritatives. L'une des explications réside dans le fait qu'en milieu rural, l'école se situe au cœur de la vie locale, et joue un rôle bien plus central qu'ailleurs dans la cohésion sociale. Le passage forcé à l'apprentissage en ligne en raison de la pandémie a mis en lumière les inégalités auxquelles sont confrontées les populations rurales en termes d'accès aux services numériques. Les zones rurales sont moins susceptibles d'avoir accès à des services haut débit de qualité et de disposer des équipements et des compétences nécessaires pour en tirer profit. Cela signifie que certains enfants ne peuvent pas bénéficier de la continuité pédagogique pendant les périodes de confinement, ce qui creuse les inégalités avec les enfants des régions mieux desservies.



Offrir des soins de santé de qualité dans les communautés rurales

Les habitants des zones rurales sont en moyenne plus âgés, ont une espérance de vie inférieure, sont en moins bonne santé et ont des besoins plus complexes en matière de soins de santé. Dans nombre de pays de l'OCDE, la population rurale est plus susceptible d'être en situation de pauvreté, et de connaître le chômage et des carrières professionnelles accidentées, ce qui accentue les problèmes liés à une moins bonne qualité de vie et, par ricochet, augmente l'incidence des maladies chroniques.

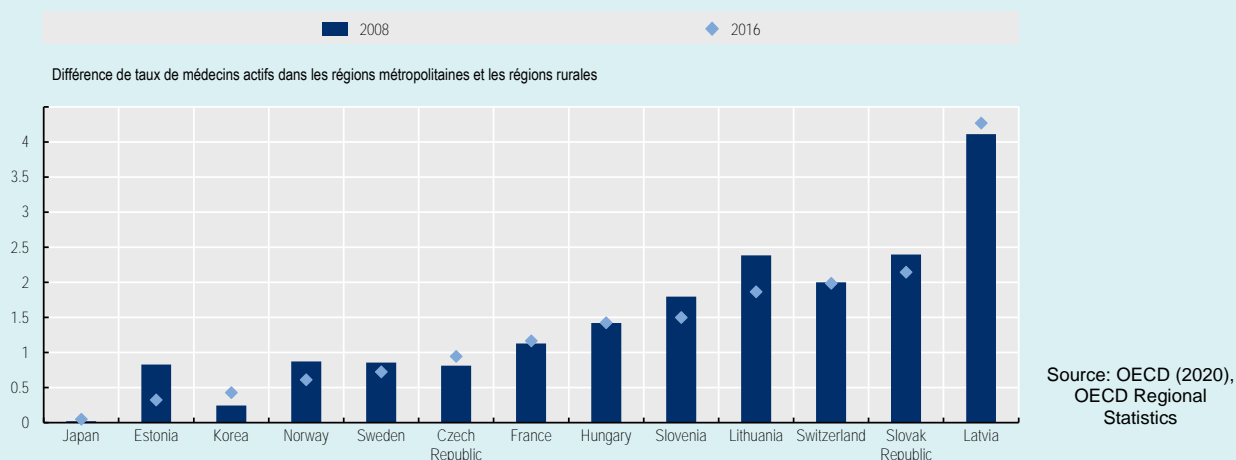
Dans les zones rurales, l'espérance de vie et la prévention des maladies sont plus faibles, tandis que la mortalité et les admissions hospitalières évitables sont plus élevées

Les zones rurales peinent à recruter des professionnels de santé et à les retenir. Faiblesse des salaires, perspectives professionnelles peu engageantes, souci du prestige et formation médicale centrée sur le milieu urbain se conjuguent pour faire du recrutement de personnel qualifié une question particulièrement problématique pour les hôpitaux ruraux, de nature à créer des décalages de compétences. Ainsi, aux

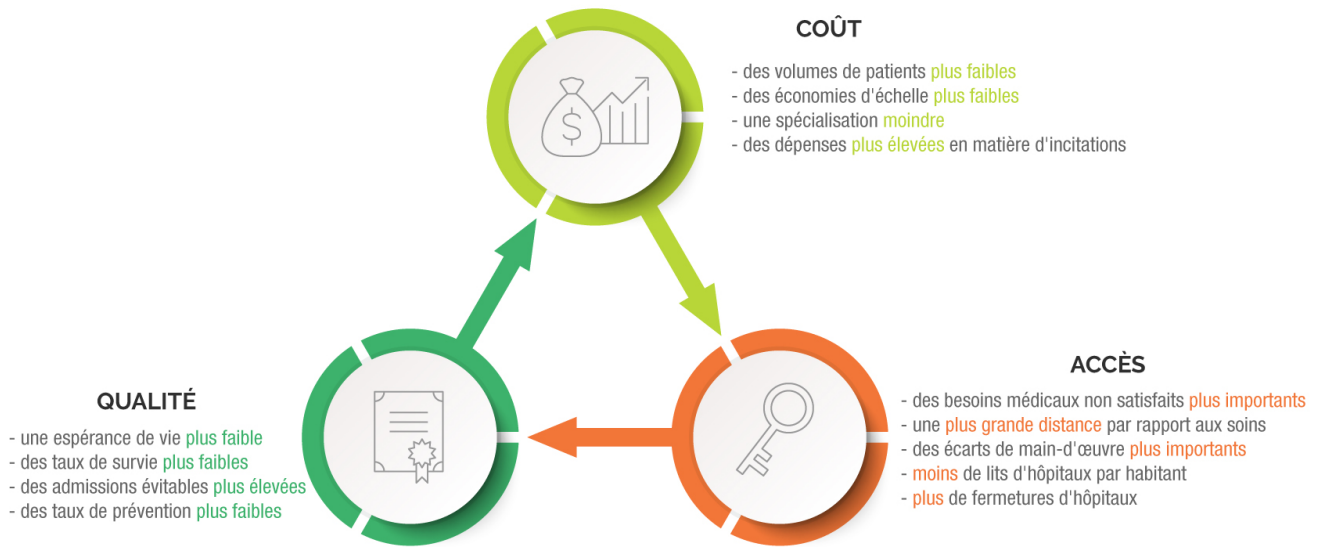
États-Unis, les médecins officiant dans les services d'urgences des hôpitaux ruraux sont plus souvent des médecins de ville que des urgentistes. Les stratégies de réduction des coûts mises en œuvre à la suite de la crise financière de 2008 ont considérablement pesé sur la qualité des professionnels et équipements médicaux et sur l'accès à ceux-ci dans les régions rurales. Le nombre de lits d'hôpitaux rapporté à la population a diminué (de 0.7 % en moyenne par an) dans tous les types de régions rurales depuis la crise financière mondiale de 2008, alors qu'il a légèrement augmenté dans les régions métropolitaines. La baisse a été plus marquée dans les régions rurales éloignées des grandes villes (entre -1.5 % et -2 % par an). L'écart entre les régions métropolitaines et les régions rurales dans l'accès aux médecins persiste depuis la crise, en particulier dans les pays affichant une grande disparité territoriale en matière d'accès. Sous l'effet conjugué de capacités réduites, d'une charge de travail croissante et de la saturation des hôpitaux de plusieurs régions pendant la pandémie de la COVID-19, la capacité des services médicaux a été mise à rude épreuve.

Écart du taux de médecins actifs entre les régions métropolitaines et rurales TL3

Médecins actifs pour 1 000 habitants. 2008 et 2016




L'écart dans l'accès aux médecins entre les régions métropolitaines et rurales est persistant depuis la crise financière de 2008, en particulier dans les pays affichant une grande disparité territoriale en matière d'accès comme la Lettonie, la République slovaque et la Suisse





L'offre de services de santé recèle une forte dimension territoriale et nécessite de trouver la bonne équation entre coût, qualité et accès, facteurs qui dépendent de la densité et de la distance. Afin de rester accessibles, les équipements de santé en zones rurales desservant un petit nombre de patients séparés par de longues distances, sont généralement de petite taille et dispersés. Concentrer l'offre de services dans des installations plus grandes implantées sur des territoires plus peuplés


améliorerait certes l'efficacité du système de santé, mais allongerait les distances à parcourir pour s'y rendre. Dans le même temps, des soins de meilleure qualité dispensés à plus grande échelle par des services médicaux spécialisés peuvent faire la différence et sauver des vies. En raison de ces arbitrages, les concessions faites sur le plan de l'accessibilité pour les habitants des zones rurales doivent être compensées par les gains de qualité et d'efficacité rendus possibles par les gains d'échelle.

APPROCHES INNOVANTES POUR LA PRESTATION DURABLE DE SOINS DE SANTÉ EN MILIEU RURAL

- 

Les réseaux cliniques australiens fournissent une gamme de services à la population rurale tout en cherchant à réaliser des économies grâce à l'efficacité des ressources dans des domaines tels que les achats ou les coûts administratifs
- 

En France, dans les Maisons de santé multiprofessionnelles, les médecins et auxiliaires médicaux travaillent de manière coordonnée au plus près de la population grâce au partage des compétences
- 

Le Rural Health Information Hub (RHlhub) aux Etats-Unis cherche à aider les communautés rurales à accéder à l'ensemble des programmes, financements, recherches et programmes de référence susceptibles de leur permettre de fournir des soins de santé de qualité et de promouvoir la santé des populations rurales
- 

L'Allemagne prévoit des mesures d'incitation pour les médecins ruraux par le biais de la loi sur le renforcement de l'offre de soins en encourageant l'installation des médecins dans les zones rurales et en renforçant leur formation

Libérer le potentiel des services numériques dans les communautés rurales

Les nouvelles technologies et les dernières avancées en matière d'Internet haut débit se rencontrent davantage dans les zones urbaines. Les technologies du haut débit ne cessent de se perfectionner et les opérateurs de réseaux sont engagés dans un cycle d'investissement sans fin. Compte tenu de la « pénalité de la distance » observée dans les zones faiblement peuplées, les nouvelles technologies sont généralement déployées en premier lieu dans les zones urbaines, plus densément peuplées, où l'investissement de départ est plus facilement rentabilisé. Les toutes dernières technologies de l'Internet haut débit fixe et mobile, comme le câblage en fibre optique et la technologie mobile 5G, sont en cours de déploiement dans les pays de l'OCDE, mais plus souvent dans des zones urbaines, alors que les technologies de la génération précédente, moins rapides, restent dominantes dans les zones à faible densité de population.

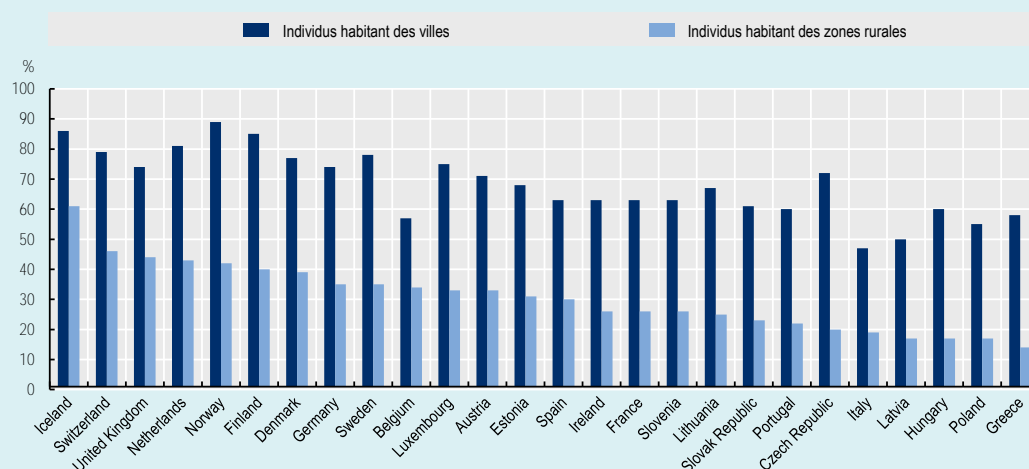
La pandémie de la COVID-19 a placé les services numériques tels que l'enseignement à distance et la télémédecine au premier plan du discours public. Dans l'ensemble de l'OCDE, les mesures de riposte ont visé à réduire la fracture numérique et à accélérer les efforts pour mieux connecter les zones rurales et éloignées.

En 2016, à peine 56 % des foyers ruraux disposaient d'un accès à l'Internet fixe d'un débit minimum de 30 Mb/s, contre plus de 85 % des foyers des zones urbaines ou autres. Les technologies généralement utilisées dans les zones faiblement peuplées présentent des insuffisances qui pèsent sur la qualité de la connexion et la capacité à fournir des services, et réduisent l'éventail des services proposés. Pour couvrir ces zones, on recourt souvent à des satellites géostationnaires, mais leur altitude en orbite entraîne un retard de transmission (latence) qui peut poser problème pour certaines applications faisant appel à la transmission en temps réel (comme les dispositifs médicaux connectés portatifs). En outre, les abonnements aux réseaux satellites et mobiles sont généralement assortis d'un volume de données limité par mois, et les abonnements DSL (technologie de transmission de données numériques, la plus courante dans les régions à faible densité) fournissent le plus souvent des connexions asymétriques, le débit ascendant étant bien plus rapide que le débit montant. Dans le cas des applications de services, comme la téléconsultation médicale, un débit montant limité ne permet pas d'obtenir une liaison vidéo, et donc un service rendu, de qualité.



Part des personnes vivant dans les zones rurales et les villes d'Europe ayant des compétences numériques de base ou supérieures

valeurs 2019

Source: Eurostat (2020),
The European Social Survey

Les habitants des zones rurales ont en moyenne un accès plus faible au haut débit et des compétences numériques moindres que les habitants des villes

Les pays de l'OCDE ont déployé diverses stratégies pour améliorer la disponibilité et la qualité du haut débit dans les zones faiblement peuplées. Parmi ces stratégies figurent des modifications de la réglementation et un soutien financier de l'État en faveur du développement des réseaux par l'intermédiaire de programmes de subventions. Dans bon nombre de cas, des coopératives locales et des réseaux à haut débit municipaux ont été mis en place. Chacune de ces stratégies comporte son lot d'arbitrages entre le niveau d'investissement public requis, le délai nécessaire, l'exposition de l'État au risque, et la structure capitalistique des réseaux déployés.

Il est arrivé que les subventions destinées au déploiement du haut débit soient versées aux principaux opérateurs en place et n'aient servi qu'à moderniser à la marge des réseaux existants. Si ces subventions constituent des réponses rapides à des besoins urgents, elles ne permettent pas de résoudre les défaillances profondes du marché qui sont à l'origine même du besoin de soutien financier. Parmi les zones faiblement peuplées les mieux connectées de l'OCDE, plusieurs ont obtenu des résultats convaincants grâce à des initiatives à petite échelle menées au niveau local ; par ailleurs, d'autres approches innovantes, comme des partenariats public-privé, semblent prometteuses tant à l'échelle locale que nationale

La gouvernance de la prestation de services publics sur les territoires

L'offre de services de santé et d'éducation est de plus en plus décentralisée. Depuis quelques décennies, on perçoit une tendance à la décentralisation dans beaucoup de pays de l'OCDE. En effet, les administrations infranationales jouent un rôle de plus en plus déterminant dans la prestation de bon nombre de services publics essentiels, ce qui se répercute sur les modalités d'exercice de la mission de service public dans les différents territoires. Si certains y voient un « évidement de l'État », d'autres soulignent plutôt l'efficacité de la gestion publique et la nécessité de cette réforme. Les débats autour des services publics sont donc intrinsèquement liés aux débats sur le rôle de l'administration publique.

Dans les pays où les services publics sont décentralisés, le niveau supérieur de l'administration (niveau national ou régional, selon qu'il s'agit d'un État unitaire ou fédéral) continue

généralement d'intervenir dans le cadrage, le suivi et l'évaluation de la qualité des services publics. Il s'intéresse également à la question de l'équité — qui peut englober l'équité dans l'accès aux services publics pour différentes catégories de population, par exemple celles considérées comme marginalisées et vulnérables, mais aussi l'équité d'accès et de qualité entre les différents territoires, aspect sur lequel les politiques budgétaires de redistribution peuvent jouer un rôle important

Les mécanismes de responsabilité de base de la décentralisation ne peuvent fonctionner que si les résidents locaux ont une incitation relativement forte à évaluer l'efficacité de leur administration locale

Croissance annuelle des dépenses de santé par habitant (en termes réels)

2008 to 2018 (ou l'année la plus proche)



Source: OECD (2019), Health at a Glance 2019: OECD Indicators

Les dépenses de santé par habitant ont augmenté dans tous les pays de l'OCDE entre 2013 et 2018, après avoir diminué en 2008-2013 dans les pays gravement touchés par la crise financière de 2008, notamment la Grèce, l'Italie et le Portugal

FOCUS SUR L'IMPACT DE LA PANDEMIE DE LA COVID-19 DANS LES ZONES RURALES

La pandémie de la COVID-19 a contraint les gouvernements à poursuivre la prestation de services publics clés dans des conditions d'incertitude extrême, révélant l'énorme potentiel de la **digitalisation comme vecteur de prestation de services d'éducation et de santé, en particulier dans les zones rurales.**

La pandémie a eu un impact profond sur l'utilisation et la visibilité des technologies numériques en matière d'éducation et de santé. En effet, **l'enseignement à distance et la télémédecine ont comblé les lacunes de l'offre découlant des restrictions imposées par la COVID-19.**

Toutefois, la pandémie de la COVID-19 a également mis en évidence les **inégalités socio-économiques et les écarts entre les zones rurales et urbaines en matière d'accès au haut débit et aux équipements des technologies de l'information et de la communication (TIC).**

Les risques d'exclusion et d'abandon scolaire ont explosé car les ressources nécessaires pour apprendre correctement à la maison (cours en ligne, classes vidéo, tablettes, ordinateurs portables) et l'accès et la qualité d'Internet sont insuffisants pour de nombreux élèves des zones rurales.

Des recherches récentes aux États-Unis ont montré que plus de la moitié des habitants des zones rurales courent un risque élevé de maladie grave s'ils sont infectés par le SARS-CoV-2, ce qui pourrait entraîner **une augmentation de 10 % des hospitalisations pour COVID-19 par habitant par rapport aux habitants des villes.**

Cela a conduit les pays de l'OCDE à adopter des mesures clés, notamment des actions visant à **réduire la fracture numérique et à accélérer les efforts pour améliorer la connexion des zones rurales et isolées.**

La crise pandémique a mis en évidence la nécessité de solutions de gouvernance à plusieurs niveaux qui **renforcent l'expertise locale et améliorent la coopération et la coordination dans la prestation des services publics.**

Recommandations OCDE

Recommandations générales

<ul style="list-style-type: none"> ✓ Accroître la « territorialisation » de la prestation de services 	<p>Si les politiques publiques en matière d'éducation et de santé ont toujours prêté attention au maillage territorial en prévoyant l'implantation d'écoles, de centres médicaux et d'hôpitaux à proximité raisonnable des populations, elles peuvent toutefois être adaptées plus finement. Au-delà du périmètre de desserte et du temps d'accès en voiture, par exemple, il conviendrait de prendre davantage en compte le bien-être économique et social des populations locales, leurs caractéristiques démographiques, l'accès aux infrastructures numériques et aux compétences numériques.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Surmonter les défis démographiques grâce à l'innovation 	<p>Pour la plupart des communes rurales, les phénomènes de vieillissement et de déclin démographique semblent devoir s'installer durablement. D'où la nécessité de trouver de nouvelles approches afin de fournir des services de qualité, de manière soutenable sur le plan budgétaire et pérenne. Parmi ces approches figurent la co-implantation et les efforts de collaboration et de co-production entre différents ministères et différents niveaux d'administration en vue d'obtenir des gains d'efficacité et de tirer parti des nouvelles technologies pour élargir l'accès aux services.</p>

Éducation

<ul style="list-style-type: none"> ✓ Adopter une approche souple en ce qui concerne la taille des classes et les questions réglementaires au profit de l'enseignement rural 	<p>Les écoles rurales devraient participer activement à la restructuration du réseau scolaire et déployer des approches innovantes pour augmenter l'échelle des écoles rurales, telles que les classes à plusieurs niveaux, afin de garantir le maintien d'une qualité d'enseignement adéquate. Une plus grande souplesse est également nécessaire pour permettre aux écoles rurales de tirer parti des avantages de leurs communautés, fortement soudées, tandis que les politiques publiques devraient donner aux directeurs, aux enseignants et aux responsables locaux les moyens de tirer parti des atouts spécifiques qu'offre leur communauté.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Placer l'attraction, la rétention et l'autonomisation des enseignants au cœur de la réforme des services ruraux 	<p>Les politiques devraient se concentrer sur le développement et le soutien des professionnels de l'éducation dans les communautés rurales. Des investissements devraient être réalisés dans leur formation afin de s'assurer qu'ils possèdent les compétences numériques nécessaires pour faciliter l'apprentissage en ligne des étudiants et leur fournir les compétences nécessaires pour gérer des classes à plusieurs niveaux ainsi que d'autres nouveaux environnements d'apprentissage. Les gouvernements peuvent encourager la mobilité géographique des enseignants afin que l'option d'enseigner dans les écoles rurales soit attrayante pour le développement de la carrière des jeunes enseignants.</p>

<ul style="list-style-type: none"> ✓ Changer d'échelle grâce aux groupements scolaires 	<p>Les groupements scolaires peuvent aider à maintenir une offre scolaire dans les territoires menacés par des fermetures d'écoles. Ces groupements peuvent être horizontaux (il s'agit d'intégrer des établissements de même niveau) ou verticaux (niveaux d'enseignement différents) et peuvent s'organiser autour d'un établissement central avec des établissements satellites implantés ailleurs ; il peut aussi s'agir tout simplement de créer des établissements multi-sites dotés d'une gestion et d'un budget centralisés.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aider les établissements ruraux à préparer l'avenir en repensant la logique de l'offre éducative 	<p>Il s'agit par exemple, dans le cadre de la co-implantation des services, d'intégrer les établissements scolaires à d'autres services publics, comme des crèches et des garderies, afin de créer un pôle local, ou d'y ajouter des services complémentaires, comme des foyers offrant un hébergement permanent ou ponctuel aux enfants des communes éloignées, tout en exploitant les possibilités offertes par l'enseignement en ligne à distance.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Développer l'enseignement numérique par une approche complète adaptée aux spécificités territoriales 	<p>Cette approche devrait prendre en compte la disponibilité et la qualité de l'infrastructure numérique dans les communes cibles, l'accès des élèves aux équipements numériques et le niveau de maîtrise numérique des enseignants, des élèves et des parents. Elle devrait également associer les enseignants à la conception des outils utilisés.</p>

Soins de santé

<ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer l'offre de soins primaires et de soins intégrés dans les zones rurales 	<p>Les soins intégrés constituent un outil complémentaire pour limiter les hospitalisations pouvant être évitées, et obtenir de meilleurs résultats de façon rationnelle. Les approches innovantes, comme les antennes médicales et centres de tests mobiles, qui sillonnent les territoires ruraux et éloignés selon un programme établi, peuvent contribuer à améliorer l'accessibilité de ces services pour les personnes peu mobiles, notamment les plus âgées. Il est important que les zones rurales anticipent les pénuries de personnel médical et s'emploient à y remédier, par exemple, en élargissant les missions du personnel infirmier et des pharmaciens et en proposant des aides à l'installation en zone rurale qui ne se cantonnent pas aux incitations financières, mais mettent l'accent sur l'évolution professionnelle et l'approfondissement des compétences.</p>
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mettre en place des incitations en faveur de l'établissement de centres de santé pluriprofessionnels 	<p>Les soins primaires sont réorganisés autour d'équipes pluridisciplinaires comprenant des médecins généralistes mais aussi des médecins de famille, des infirmières diplômées et spécialisées, des pharmaciens communautaires, des psychologues, des nutritionnistes, des conseillers de santé et du personnel de soutien non clinique. Ces équipes pluridisciplinaires ont des éléments communs tels que l'accent mis sur la participation des patients à la prise de décision ou l'utilisation commune de systèmes informatiques sophistiqués pour la stratification des risques. Cela peut permettre d'améliorer considérablement les performances, notamment par des économies d'échelle grâce au partage des ressources (matérielles et humaines).</p>

- ✓ Développer le recours à la **télé médecine afin d'accroître la pérennité de l'offre** de soins de santé en milieu rural

De nouvelles formes de télé médecine, comme le suivi en temps réel des **données médicales des patients par l'intermédiaire de dispositifs portatifs**, peuvent toutefois améliorer la prévention ainsi que la qualité et la pérennité des soins. Ces services peuvent s'avérer particulièrement utiles pour les habitants des zones rurales qui n'ont qu'un accès limité aux professionnels de la santé mentale et à d'autres spécialistes, et doivent supporter des frais de transport élevés pour se rendre au centre de soins primaires le plus proche pour une simple consultation de suivi.

Couverture numérique

- ✓ Donner aux collectivités territoriales les moyens de résoudre les problèmes de couverture numérique au niveau local

Souvent très **motivées à l'idée** de raccorder leurs communes à l'Internet, les collectivités locales peuvent contribuer à simplifier le processus et à en réduire le coût. Des initiatives locales ont permis à la fois de réduire le **coût de construction des réseaux et d'augmenter le taux d'adoption du service** une fois le réseau en place. Les coopératives et mutuelles à but non lucratif ont également un rôle à jouer et les autorités nationales peuvent soutenir ces **efforts en réduisant les obstacles à l'entrée sur les marchés** de petite taille et en offrant un soutien financier de nature à encourager la prise en main par les collectivités locales.

- ✓ Adapter le soutien financier en **vue de l'élaboration de solutions pérennes**

Des approches alternatives qui favorisent le développement de nouveaux réseaux et l'entrée de nouveaux acteurs pour concurrencer les opérateurs historiques peuvent conduire à une solution commerciale plus pérenne. Les systèmes de bons pour les réseaux haut débit accessibles aux efforts communautaires en la matière constituent l'une de ces approches. Autre possibilité : les partenariats public-privé, où financement public et investissement privé se conjuguent pour améliorer la couverture numérique tout en modifiant le marché en profondeur, dans le sens **d'une amélioration durable de l'offre de haut débit et en compensant les risques supportés** par les contribuables par une participation aux futures recettes éventuelles.

Gouvernance

- ✓ Adapter les ressources financières aux compétences transférées

L'un des problèmes les plus fréquents **dans le cadre d'une décentralisation réside dans l'inadéquation entre les compétences attribuées aux administrations infranationales et les ressources dont elles disposent** réellement. Les dotations accordées doivent correspondre aux coûts associés à la prestation de services, le calcul de ces coûts devant tenir compte du contexte local. Faute de prendre en compte ces aspects, tout gain **d'efficacité des services de santé et d'éducation pourrait se faire au prix d'une plus forte disparité territoriale** en la matière.

- ✓ Faire en sorte que le système de transferts budgétaires tienne

Un système de transfert bien conçu doit permettre aux administrations **infranationales d'assurer, à fiscalité comparable, un niveau de services publics comparables** dans toutes les entités infranationales. Les

<p>compte à la fois de la base d'imposition locale et du coût des services</p>	<p>administrations locales sont d'autant plus incitées à gagner en efficacité qu'une large part des services publics locaux est financée par les impôts locaux. Or, bon nombre de collectivités locales rurales voient leur assiette fiscale, déjà restreinte, se réduire, alors même que le coût des services d'éducation et de santé y est plus élevé qu'ailleurs en raison de l'éloignement et des besoins accrus pour ces services observés dans ces territoires. Les systèmes de transfert doivent tout particulièrement soutenir les collectivités locales qui ne sont pas en situation d'augmenter leurs recettes propres, tout en tenant compte des coûts élevés encourus par les zones rurales.</p>
<p>✓ Étudier de nouvelles structures de prestation des services de santé et d'éducation qui dépassent les frontières infranationales, dans un souci d'efficacité maximale</p>	<p>Si les services éducatifs et de santé figurent souvent parmi les compétences déléguées aux niveaux infranationaux, il faut parfois dépasser les frontières administratives pour en assurer l'accès le plus pratique. Ainsi pour les ruraux frontaliers d'une région autre que la leur, l'hôpital le plus proche peut parfois se trouver dans la région voisine. En l'occurrence, pour réaliser des économies d'échelle et assurer une prestation de service constante, une coopération au-delà des limites administratives peut être nécessaire. Dans ces situations, différents dispositifs peuvent être adoptés pour faciliter l'accès aux services :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les gouvernements centraux peuvent utiliser des transferts réservés aux gouvernements infranationaux pour encourager une prestation de services étendue qui tienne compte des utilisateurs non résidents ; - Le gouvernement peut, sinon, faciliter les fusions municipales pouvant accroître l'échelle de l'offre en augmentant la taille des zones de services locaux et en réduisant la fragmentation ; - Une troisième solution, plus souple, consiste à faciliter les accords de coopération interjuridictionnelle.

www.oecd.org/regional/rural

